

Déclaration du TUAC

POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Paris, 12 novembre 2003

L'ÉCONOMIE MONDIALE A BESOIN D'UNE CROISSANCE SOUTENUE

Les responsables de la politique économique des centrales syndicales nationales des pays de l'OCDE se sont réunis à Paris, le 12 novembre 2003, afin d'examiner, entre autres, les mesures que doivent prendre les pouvoirs publics pour entraîner une reprise durable de l'économie mondiale. Ils ont examiné quelles étaient les dispositions requises à court et moyen terme mais devant l'incertitude des perspectives, ils ont donné la priorité à l'action immédiate des pouvoirs publics et ont approuvé la déclaration suivante.

Alors que l'OCDE prévoit le retour de la croissance économique, le TUAC considère que l'économie mondiale est dans une situation délicate. Le chômage a augmenté dans les pays de l'OCDE et les salaires et les revenus des ménages stagnent. Un nombre croissant de travailleurs, en particulier des femmes, sont forcés d'accepter des emplois précaires et mal rémunérés. En conséquence, on assiste à un accroissement de la pauvreté aggravé en outre par l'affaiblissement des systèmes de protection sociale. Un grand nombre de pays en développement sont confrontés à la baisse persistante de la demande intérieure et de la demande d'exportations et connaissent de nouveaux revers dans la poursuite des objectifs de développement du millénaire en matière de réduction de la pauvreté. D'autre part, le multilatéralisme se trouve de plus en plus menacé.

Aux États-Unis, l'accélération de la production économique et de la croissance de l'emploi arrive à point nommé mais il est encore permis de se demander si celle-ci s'inscrira dans la durée. Pendant ce temps, la pauvreté s'aggrave et le nombre de sans-abri augmente de manière spectaculaire en raison de la faiblesse de la demande de travail et de l'héritage du démantèlement du système d'aide sociale. Quant aux entreprises, elles ont encore des excédents de capacité ce qui accentue encore plus la faiblesse des dépenses d'équipement. Le déficit croissant et insupportable de la balance des opérations courantes constitue une menace pour la reprise de l'activité intérieure et la stabilité internationale de la monnaie. La crise systémique actuelle que connaît le gouvernement d'entreprise aux États-Unis et même la Bourse ainsi que la crise que l'on voit apparaître dans le secteur des fonds communs de placement risquent d'aggraver davantage l'instabilité des marchés financiers.

L'Europe continentale accuse encore un retard et le chômage est en augmentation dans les principales économies face à une politique monétaire qui reste trop restrictive et à un carcan budgétaire occasionné par la rigidité du Pacte de stabilité et de croissance. Pour remettre la zone euro sur le chemin de la croissance, il est indispensable de stimuler la demande intérieure et de ne pas mener une politique macroéconomique restrictive, accompagnée d'une déréglementation du marché du travail.

Le Japon pendant ce temps perd encore du terrain alors que la paralysie gagne la politique japonaise. La déflation est maintenue dans le système car les dirigeants politiques ne veulent pas reconnaître qu'il est nécessaire de mener une réflexion radicale. Le chômage a atteint des niveaux record et ne présente aucun signe d'amélioration ; il y a même une part importante de chômage latent. Quant aux salaires réels, ils sont en baisse de même que les prix des produits

et des services ce qui se traduit par une aggravation de la situation déflationniste et de la récession. La crise bancaire assombrit encore davantage l'économie.

Un grand nombre de pays en développement ont été pris au piège de politiques macroéconomiques inadaptées, déterminées en grande partie par le principe de conditionnalité du FMI et de la Banque mondiale, et l'Amérique latine, l'Asie et la plupart des économies en transition stagnent.

Le message à transmettre aux responsables politiques est clair : c'est la politique macroéconomique qui est importante. L'expérience des États-Unis et du Royaume-Uni, entre autres, montre qu'elle porte ses fruits à condition de bien en doser les composantes. Il faut des mesures gouvernementales monétaires et budgétaires concertées et coordonnées pour soutenir la croissance de l'économie et de l'emploi. Les écarts de production interrompent l'inflation, et non pas l'expansion induite par la demande intérieure. Des réformes structurelles visant à promouvoir le travail de bonne qualité, et non pas une déréglementation simpliste du marché du travail, susciteront un courant favorable dans l'opinion publique. L'économie mondiale ne peut plus compter uniquement sur les États-Unis comme moteur de la croissance. Aussi, restent-ils d'autres risques à neutraliser.

- Les dirigeants européens doivent jouer leur rôle dans la conduite de la reprise de l'économie mondiale. Il faut pour ce faire un cadre prospectif à la politique monétaire et budgétaire afin de mettre en œuvre les engagements souscrits à Lisbonne en faveur du plein emploi. Au lieu de préparer le terrain à une hausse des taux d'intérêt, la BCE a la possibilité d'assouplir la politique monétaire. C'est donc maintenant qu'elle devrait baisser les taux d'intérêt. Les gouvernements doivent stimuler la demande intérieure par le biais de dépenses d'investissement dans l'infrastructure, l'éducation et la formation des salariés, la recherche et le développement ainsi que dans l'amélioration de l'environnement. L'initiative européenne relative à la croissance dans ce domaine est particulièrement bienvenue. Le Pacte de stabilité et de croissance devrait être mis en œuvre avec souplesse en évitant le durcissement procyclique en période de récession et en permettant aux investissements publics de soutenir la reprise.

- La décision prise par la Réserve fédérale des États-Unis, de poursuivre la politique monétaire de soutien de la croissance à moyen terme est judicieuse. En matière de politique des pouvoirs publics, le dosage des mesures budgétaires doit maintenant être destiné à favoriser le soutien des titulaires de faibles revenus et de revenus moyens et à réparer et renforcer le filet de protection sociale. Les restrictions sur les emprunts publics devraient être supprimées. Par ailleurs, il faut accélérer et élargir les réformes du gouvernement d'entreprise afin d'y inclure le secteur des institutions d'épargne.

- Au Japon, les autorités doivent injecter d'importantes liquidités dans l'économie pour stimuler la création d'emplois dans le secteur privé, créer des emplois directs et conserver et améliorer le dispositif de sécurité sociale de manière à diminuer l'insécurité des travailleurs. Le système financier est une composante essentielle de l'infrastructure socioéconomique. La réforme du secteur bancaire japonais nécessite de donner un rôle aux autorités publiques. Mais le processus de restructuration qui suivra ne sera crédible que s'il s'accompagne d'un pacte d'urgence pour l'emploi - destiné à améliorer les niveaux d'emploi en s'appuyant sur des emplois de qualité élevée - mis en œuvre avec la pleine participation des partenaires sociaux.